

Le Maroc face à la crise financière internationale

Le système bancaire américain et européen traverse une crise financière sans précédents : C'est la panique totale sur les marchés financiers, les bourses vivent les semaines les plus noires de leur histoire, elles dégringolent dans une spirale infernale et les cotations de certaines banques ont été purement et simplement suspendues.

Les grandes banques internationales s'écroulent les unes après les autres et des centaines de milliers de clients ne peuvent plus effectuer aucune opération de retrait.

On assiste à la mobilisation générale des dirigeants européens pour sortir de la spirale infernale de la crise financière et éviter le krach général: réunion des gouvernements en pleine nuit, sommet urgent des dirigeants des pays de la zone Euro, réunion de crise des ministres des Finances du G7 le 10 octobre, réunion de crise à Washington du Groupe de 20 (rassemblant les ministres et banquiers centraux des principaux pays riches et émergents), réunion du Fond Monétaire International (FMI) et de la Banque Mondiale (BM)... Les réunions de crises se succèdent sans déboucher sur une coordination ou solidarité internationale pour réduire les effets de la crise: chacun pour soi et sauve qui peut.

Origine de la crise

Les médias évitent de le rappeler : la crise financière actuelle est l'une des conséquences du 11 septembre 2001.

En effet, après le 11 septembre 2001, pour remonter le moral et rassurer les Américains, les USA ont adopté une politique économique de relance de la consommation globale : augmenter la consommation gouvernementale destinée principalement au financement des guerres en Irak et en Afghanistan et la consommation des ménages.

Aux USA, le crédit à la consommation des ménages constitue le moteur de la croissance économique. Pour doper l'économie et encourager la consommation, les autorités monétaires ont baissé le niveau des taux d'intérêt.

Ainsi, les ménages américains se sont rués sur le crédit quasiment gratuit (taux d'intérêt : 1%) et le secteur immobilier a largement bénéficié de cette manne financière.

Cependant, les taux d'intérêt du crédit hypothécaire n'étaient fixes mais variables et peuvent passer de 1% à 8%.

Pour les banques, les crédits hypothécaires ne représentaient pas un degré de risque significatif. Car en cas de défaillance d'un créancier, la banque saisira le bien. Compte tenu de l'évolution à la hausse des prix de l'immobilier, la revente du bien saisi permettrait non seulement de couvrir le montant du prêt accordé mais aussi de dégager des profits.

Ainsi plus d'un million d'Américains ont bénéficié de ces emprunts et les banques spécialisées dans l'octroi de crédit à risque ont vite éprouvé des difficultés de liquidités.

Pour faire face à ce problème de liquidité, les banques concernées ont vendu leurs crédits à d'autres banques. Ainsi les prêts hypothécaires accordés ont été transformés en titres. Il s'agit de créances titrisées qui vont provoquer la crise des subprimes. Ces titres ont été, à leur tour, éclatés et mélangés avec d'autres titres qui composent les différents portefeuilles de placements boursiers.

And the game is over

Les dépenses de la guerre en Irak et en Afghanistan pèsent de plus en plus sur le budget fédéral et les signes de récession de l'économie américaine sont de plus en plus visibles. Les autorités monétaires changent leur politique monétaire en 2006: augmentation des taux d'intérêt pour attirer les capitaux étrangers et dépréciation du dollar pour encourager les exportations américaines et décourager les importations.

La hausse des taux d'intérêt va provoquer une contraction du crédit mais elle va peser lourdement sur les mensualités des emprunteurs.

Les ménages qui ont contractés des crédits hypothécaires à des taux variables se sont trouvés face à des remboursements insupportables. Les banques commencent à saisir les biens et les propriétaires surendettés ont mis en vente leur bien avant qu'il soit saisi par les banques ce qui a provoqué un déséquilibre entre l'offre et la demande dans le marché immobilier et les prix se sont effondrés.

Ainsi, les portefeuilles financiers spéculatifs qui rapportaient aux banques américaines et européennes des profits considérables se sont transformés en cauchemar financier.

Les banques et leurs spéculateurs kamikazes se sont trouvés avec des logements saisis invendables, des placements sans valeurs et des problèmes de liquidité.

Toutefois, les banques ont continué à travailler dans une opacité est totale, ne dévoilent rien de leurs aventures financières et persistent à jouer au casino espérant que le roulette tournerait à leur avantage.

Pour compenser les pertes subies, les banques ont spéculé à outrance. Des centaines de milliards de dollars font le tour de la planète à la recherche du rendement le plus élevé. On assiste à une spéculation infernale qui touche tous les secteurs et tous les produits. Tous les moyens et tous les coups sont bons pour réaliser le return le plus élevé.

Les spéculateurs propagent des rumeurs dans leurs médias spécialisés pour provoquer, selon leurs appétits, la tempête ou le soleil. Les prix de produits alimentaires doublent du jour au lendemain sous prétexte que la production de tel ou tel produit est très insuffisante par rapport à la demande mondiale. Le même jeu se répète au niveau des matières premières et leurs prix flambent à leur tour. La spéculation touche le pétrole et, sans aucune raison objective, les prix enregistrent des hausses vertigineuses.

Tout ce jeu se déroule dans une sphère déconnectée des évolutions réelles de l'économie mondiale. La bourse est devenue comme un gigantesque casino où des fortunes considérables se font et se défont comme le vent en quelques heures.

Les banques avec leurs spéculateurs se sont scandaleusement enrichies et les populations des pays en voie de développement se sont gravement appauvries. Mais c'est la fin de la bulle spéculative, la fin de l'économie virtuelle, la fin des milliards de profits faciles and the game is over.

La théorie de dominos, la théorie des jeux et le jeu des casinos

En 2007, la 5ème banque américaine, la banque Bear Steans, tombe en faillite et plusieurs grandes banques comme Merrill Lynch, Washington Mutual, Wachovia, doivent se faire racheter afin de sauver leur activité. Le gouvernement américain ne bouge pas et laisse le marché faire sa loi et provoque ainsi une crise de confiance sans précédent.

Mais avec la faillite de ces banques, c'est tout le système bancaire qui s'effondre comme un château de carte. Les banques centrales américaine et européenne n'ont cessé depuis l'été 2007 d'injecter massivement des liquidités dans le marché interbancaire. Mais la crise est profonde et les dizaines de milliards de dollars injectés par les gouvernements n'ont pas réussi à stopper l'hémorragie.

La contagion traverse lentement, mais sûrement, l'Atlantique pour atteindre les plus grandes banques en Europe (France, Angleterre, Allemagne, Espagne,..). Toutes les banques qui ont joué dans le grand casino des produits financiers, qui est la bourse américaine, ont été atteintes à des degrés variables.

Mais le malheur des uns fait le bonheur des autres. Dans le jeu boursier, c'est comme au casino, quand il y a un perdant, il y a nécessairement un gagnant et certains joueurs ont bien rempli leurs comptes avec les pertes encaissées par d'autres joueurs. C'est la théorie de vases communicants.

Pour les spéculateurs, la crise financière est le moment idéale pour réaliser des bénéfices. Ainsi commence la manipulation des cours des actions et autres placements.

En 2008, un autre géant bancaire américain, la banque Lheman Brothers, tombe à son tour en faillite à cause des dépréciations d'actifs au niveau de son portefeuille de crédits immobiliers. La perte s'élevait à près de 4 milliards de dollars. En activité depuis plus de 150 ans, Lehman Brothers était une banque d'investissement multinationale proposant des services financiers diversifiés et avait réalisé 4 milliards de dollars de profit en 2006.

Avec l'effondrement de Lehman, et par effet dominos, les actions des autres banques ont plongé entraînant, dans une spirale infernale, de fortes baisses des principales places financières internationales.

Une panique générale s'est emparée du secteur bancaire international. Pourtant, les banques ont réalisé des centaines de milliards de dollars de profits au cours des dix dernières années. Elle ont donc constitué des réserves et provisions pour risques et charges considérables pour tenir un siècle. Où sont donc passés tous ces milliards de dollars ?

Avec la faillite de la banque Lehman, la méfiance s'est installée au sein du secteur bancaire. Les banques se méfient des particuliers et révisent à la hausse leurs conditions d'octroi de crédit.

Toutes les banques qui avaient parié sur les portefeuilles de crédits à risque ont enregistré des pertes et souffrent de problèmes de liquidités de solvabilité. Mais personne ne sait qui sont les banques les plus touchée et quelle l'ampleur des pertes subies. La confiance disparaît de plus en plus et la crise s'aggrave du jour en jour.

La crise de confiance s'installe et se propage comme de la foudre : Les banques refusent de se prêter de l'argent entre elles (dans le cadre du marché interbancaire) comme aux particuliers et aux entreprises.

On nationalise les pertes et on privatise les profits

Les problèmes de solvabilité et de liquidités ont atteint des degrés tels qu'il est devenu impossible pour les banques les plus affectées de garder le secret et de continuer à cacher leur situation financière désastreuse au public. Du jour au lendemain, les actions de certaines grandes banques ont perdu 90% de leur valeur.

Les clients qui ont placé leur épargne en achetant des actions se trouvent aujourd'hui ruinés et l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) craint une recrudescence du nombre de suicide et des troubles mentaux parmi les victimes des turbulences financières.

En Europe, la banque Fortis, première banque belge, un géant de la finance européenne, qui compte des millions de clients, s'est effondrée en septembre 2008. Ses pertes ont dépassé 20 milliards d'euros !.

Les responsables de la banque appellent l'Etat belge au secours. Il faut une première injection immédiate de plus de 10 milliards d'euros pour réanimer Fortis.

Les gouvernements belge, néerlandais et luxembourgeois ont décidé en urgence d'injecter une première dose de 11,2 milliards d'euros dans les différentes filiales bancaires du groupe Fortis. Le gouvernement belge investira 4,7 milliards d'euros dans Fortis Banque en échange d'une participation de 49%. Le gouvernement néerlandais investira 4 milliards et le Luxembourg 2,5 milliards sous forme d'obligations convertibles. Ces milliards ont permis de sauver quelques passagers mais le bateau Fortis continue à couler. Le fleuron des banques privées belges a été nationalisé à la hâte pour être ensuite bradé au groupe Français BNP Parisbas.

Fortis avait acheté la banque Hollandaise ABN Amro pour plus de 24 milliards d'euros. L'Etat néerlandais entre dans l'opération de sauvetage de Fortis mais il ne sauve que ses intérêts. Finalement le gouvernement hollandais a décidé de sauver sa propre banque pour 10 milliards d'euros. Ce qui signifie pour Fortis une perte de 14 milliards d'euros !!.

Excellente opération pour les hollandais, ils réalisent un bénéfice de 14 milliards d'euros dans un temps record sans déboursier un seul euro de leur poche: ils prélèvent 10 milliards d'euros de la recette de la vente de ABN Amro (24 milliards d'euros) pour racheter le même ABN Amro à 10 milliards d'euros. Qui peut faire mieux ! Bravo !

Une autre banque importante franco-belge manifeste à son tour les mêmes symptômes de la grippe financière. C'est la banque Dexia spécialisée dans le crédit aux communes. Sa filiale américaine (FSA) a enregistré des pertes importantes qui se sont répercutées sur les actions de Dexia qui ont chuté de plus de 30% en un jour. Les dirigeants ont été remerciés, les cours ont continué à s'effondrer, c'est la panique générale et de nouveau les Etats Belge et Français et Luxembourgeois sont appelés au secours de Dexia. Les gouvernements de ces trois pays se sont engagés à garantir les financements interbancaires de la banque Dexia de manière à ce qu'elle puisse disposer de suffisamment de liquidités pour faire face aux engagements pris auprès des clients.

Le secteur bancaire et les partis politiques libéraux sont historiquement et idéologiquement contre l'intervention de l'Etat dans la vie économique. Aujourd'hui, ces mêmes secteurs et mêmes acteurs font appel au parapluie de l'Etat.

- Le gouvernement américain qui a injecté des dizaines de milliards pour soutenir le dollars et la bourse a voté un budget colossal de 700 milliards de dollars pour aider les voyous de la finance.
- Le Japon vient d'annoncer qu'il a injecté le 9 octobre, un total de 4000 milliards de Yen (30 milliards d'euros) sur le marché bancaire. C'est la première fois qu'il injecte une telle quantité d'argent en une seule journée depuis le début de la crise financière.

1700 milliards d'euros ! Qui dit mieux !

En Europe, l'intervention varie d'un pays à l'autre et le mot d'ordre est : chacun pour soi, sauve qui peut et sauver ce qui peut l'être.

L'Allemagne a annoncé un soutien des banques de 480 milliards d'euros, la France 360 milliards, La Hollande 200 milliards, L'Espagne 100 milliards, l'Autriche 100 milliards et le Portugal 20 milliards d'euros. Soit au total près de 1700 milliards d'euros pour nationaliser les banques ou garantir leur financement.

- **L'Allemagne** est le pays le moins affecté. Mais le gouvernement allemand a prévu d'injecter 480 milliards d'euros pour prévenir toute instabilité financière de ses banques. A raison de 400 milliards au titre des garanties sur les prêts interbancaires et de 80 milliards en cash pour les banques en difficultés.
- **La France** annonce un plan de secours aux banques doté de 360 milliards d'euros répartis en une garantie des prêts interbancaires à hauteur de 320 milliards d'euros et 40 milliards d'euros destinés à la recapitalisation éventuelle de banques en difficulté.
- **L'Italie** va mettre jusqu'à 40 milliards d'euros de ses titres à la disposition de ses banques. Un montant qui sera révisé à la hausse en cas de besoins.
- **A Londres**, la situation financière des banques est très grave. L'Etat compte vient de lancer un plan de sauvetage des banques de 380 milliards d'euros. Les autorités britanniques vont procéder à une recapitalisation massive (nationalisation) des banques RBS, Lloyds TBS et HBOS pour un montant de 37 milliards de livres sterling, soit 46,6 milliards d'euros. L'Etat devrait ainsi injecter jusqu'à 20 milliards de livres dans Royal Bank of Scotland. Au sein de Lloyds et HBOS, ont bénéficié d'un total de 17 milliards de livres (21,4 milliards d'euros) du gouvernement.
- **En Irlande**, le gouvernement a décidé de limiter sa garantie aux seuls dépôts auprès des banques irlandaises. Ce qui a provoqué une panique totale chez les clients des filiales de banques étrangères, qui se sont ruées à retirer leur épargne auprès de banques étrangères et le placer auprès des banques irlandaises.

Dans l'urgence, certains pays ont injecté des capitaux considérables pour sauver les capitalistes déprimés et d'autres ont purement et simplement nationalisé les banques en difficultés. L'injection de capitaux publics à coup de milliards n'est que des rustines qui vont éviter au bateau de couler mais le moteur est toujours en panne.

Ce qui est certain, dans tous les cas, c'est le citoyen ordinaire et le petit épargnant qui paieront la facture finale.

Désolé, votre compte est bloqué jusqu'à nouvel ordre !

Le plus frappant est la vitesse avec laquelle l'Islande a nationalisé les trois plus grandes banques du pays.

Ce pays est généralement absent de l'actualité internationale et soudain on apprend que le secteur bancaire est au bord de l'effondrement et que l'Etat va nationaliser l'ensemble des banques pour maintenir la continuité des opérations bancaires commerciales en Islande.

Les banques islandaises totalisent des dettes d'environ 61 milliards de dollars, soit douze fois la taille de l'économie du pays. !

La crise des banques islandaise a eu des récupérations dans de nombreux pays. Ainsi des dizaines de milliers de clients de la banque islandaise Kaupthing Bank ont eu la plus grande surprise de se réveiller un matin et de constater que leurs avoirs ont été gelés. " Plus aucune transaction n'est possible jusqu'à nouvel ordre ". En pratique, plus aucune opération bancaire ni entrante ni sortante n'est possible.

Plus de 300 000 clients britanniques, des dizaines de milliers de clients Belges, Hollandais, Français,..etc., avaient placé leur épargne dans des banques Islandaises. Aujourd'hui, ils ne peuvent plus tirer leurs dépôts.

Conséquences sur le Maroc

Rappelons d'abord qu'il y a deux crises :

la crise des pauvres qui n'arrivent plus à rembourser leur crédit : n'a aucune conséquence sur le Maroc pour la simple raison que les banques marocaines ne prêtent qu'aux riches et que la majorité des transactions dans l'immobilier se font en liquide.

Ces dernières années, un effort a été consenti par certaines banques en matière de crédit hypothécaire dans le cadre de la commercialisation des logements dits économiques. Leur montant a connu une forte augmentation, mais leur part dans le marché immobilier est encore trop modeste. Le crédit aux particuliers demeure trop compliqué, trop cher, les exigences bancaires sont trop lourdes et seule une minorité jouissant d'un revenu stable et régulier peut en bénéficier (fonctionnaires, cadres de grandes entreprises...).

Il y a aussi la crise de liquidités et de crédit qui touche toutes les banques et dans ce cas certains secteurs de l'économie marocaine seront affectés en fonction de leurs degrés d'exposition ou ouverture et de leur dépendance par rapport au marché financier international.

L'Europe est le premier client et premier fournisseur du Maroc et la récession en Europe affectera sûrement l'économie marocaine.

Par ailleurs, le système bancaire marocain est composé de banques à capitaux majoritairement marocains (BMCE, BCP, Attijariwafa Bank) qui contrôlent 70% du marché bancaire marocain, et des banques à capitaux majoritairement étrangers (SGMB, Crédit du Maroc, BMCI) qui partagent les 30% du marché bancaire marocain.

Rappelons que BNP Paribas détient 63% du capital de la BMCI, la Société générale contrôle avec 51% du capital la SGMB et le Crédit lyonnais est majoritaire dans le Crédit du Maroc avec 52% du capital.

Or selon la presse financière, de nombreuses banques françaises sont touchées par la crise :

La société Générale n'a pas encore digéré la perte de 5 milliards d'euros imputée à son trader. Ses actions ont perdu 50 % de leur valeur.

Le Crédit Agricole a des difficultés à travers sa banque d'affaires Calyon qui va supprimer 500 emplois.

On trouve également des participations minoritaires des banques étrangères dans les principales grandes banques marocaines. C'est le cas de la banque espagnole Banco Santander, qui détient 20% dans l'ancienne BCM (Banque commerciale du Maroc), devenue depuis 2004, Attijariwafa Bank.

C'est le cas aussi de la banque française Crédit industriel et commercial (CIC), qui détient 10% du capital de la BMCE et le groupe Natexis France détient des participations dans Chaâbi Leasing.

Dans ces conditions, il est certain que la crise financière internationale aura des répercussions directement ou indirectement sur les banques marocaines.

Les banques dont la majorité du capital est détenue par des banques françaises seront les plus affectées par la crise. Les autres banques seront également touchées mais l'ampleur des pertes dépend de l'importance de leurs placements à l'étranger. Aucune banque n'est à l'abri de sombrer.

En outre, tous les secteurs économiques qui sont ouverts aux capitaux internationaux seront affectés et toutes les sociétés financières, industrielles et immobilières cotées à la bourse de Casablanca enregistreront des pertes.

Toutefois, heureusement, la finance, le monde bancaire et le petit casino de Casablanca ne concernent qu'une poignée de milliardaires qui vivent, et qui ont toujours vécu, déconnectés de la réalité économiques et sociales du Maroc et loin des préoccupations de la population marocaine.

Le Maroc va plus souffrir des dégâts collatéraux :

Baisse des investissements étrangers directs (IED)

Les IED seront gravement affectés au niveau mondial et il faudrait de nombreuses années pour retrouver le niveau des années passées.

Avec 4,5 milliards de dollars US en 2007, le Maroc est le premier pays récepteur des investissements étrangers directs (IED) dans le continent africain. La crise financière aux USA et en Europe aura des répercussions négatives sur les projets touristiques actuels et futurs.

Baisse des investissements des pays du Golfe

Les pays pétroliers du golfe placent des sommes colossales aux USA. Ils sont donc gravement affectés par les pertes subies par des banques américaines.

On pourrait s'attendre à une baisse et aux reports de projets d'investissements en provenance des pays pétroliers non seulement au Maroc mais dans l'ensemble des pays arabes.

Au Maroc, les investisseurs des pays du Golfe (Koweït, les Emirats) sont très actifs dans les secteurs du tourisme et de l'immobilier qui sont affectés à des degrés variables.

Baisse du tourisme

Le tourisme sera affecté à court terme surtout au niveau du segment haut de gamme. A long terme, si la récession s'installe et perdure, c'est tout le secteur du tourisme qui souffrira.

Effondrement des fortunes des spéculateurs actifs au Maroc

Qu'ils soient dans l'immobilier, dans le tourisme, dans la sous-traitance ou à la bourse de Casablanca, tous les spéculateurs habitués aux gains faciles subiront de plein fouet l'impact de la crise. Et c'est bénéfique pour l'économie et les ménages marocains.

Effet global marginal sur la population marocaine

L'effet global sur la population marocaine sera très limité pour ne pas dire marginal. car on ne voit pas en quoi la population marocaine, qui lutte pour joindre les fins des mois, serait affectée par les évolutions ou la disparition totale de la bourse de Casa ou par l'effondrement de telle ou telle banque?

1) La crise est bénéfique pour l'immobilier

Les opérateurs spéculateurs seront le plus affectés par la crise. La fièvre dans la construction et l'immobilier va retomber et les prix vont baisser pour se stabiliser à un niveau raisonnable. Les ménages marocains découragés par la spéculation immobilière pourraient, enfin, acquérir leur bien à des prix supportables.

Heureusement que les crises n'ont pas que des inconvénients, elles arrivent pour rappeler les différents acteurs à l'ordre. On ne peut pas faire n'importe quoi, n'importe quand et n'importe où sans en subir les conséquences. Dans l'immobilier, sous l'effet de la spéculation, les prix de l'immobilier, de qualité médiocre, ont atteint et même dépassé le niveau en vigueur en Europe.

Tout le monde au Maroc se demande d'où viennent les capitaux ? Et pourquoi payer un bien dix plus cher par rapport à sa valeur réelle ? Même les cadres de l'administration ou des entreprises privées arrivent à peine à acquérir un appartement minuscule destiné initialement aux habitants des bidonvilles.

2) Les transferts des RME, (résidents marocains à l'étranger)

Les RME transfèrent chaque année plus de sept milliards de dollars pour soutenir leurs familles et financer leurs projets concentrés principalement dans l'immobilier.

A cause de la dégradation du pouvoir d'achat en Europe, on pourrait s'attendre à une stagnation, mais les transferts vont continuer à alimenter la balance des paiements et demeureront la première source de devises pour le Maroc.

3) Hausse des prix des matières premières

Le Maroc est le premier exportateur mondial du phosphate dont les prix ont flambé en 2008 plus de 300 dollars la tonne. Le Maroc détient 70% des réserves mondiales de phosphates estimées. Les ventes ont rapporté 24 milliards de dirhams (2,09 milliards d'euros) pendant les six premiers mois de l'année 2008, soit 31,8% du total des exportations, et la tendance de la demande mondiale est la hausse.

Il faudrait rappeler que le Maroc est aussi le 10^{ème} producteur mondial de plomb et d'argent, premier producteur de poisson d'Afrique et il est le premier Producteur et exportateur mondial des sardines.

4) Le rôle puissant de l'économie informelle

Le poids du secteur informel est encore important dans l'économie marocaine. Ce secteur échappe à toute logique économique capitaliste et fonctionne à l'abri des influences des crises internationales. A titre d'exemple, les recettes des trafiqués de drogue (le Maroc est le premier exportateur mondial du hashish) qui se chiffrent en milliards de dollars, jouent un rôle important dans l'économie du Maroc et continueront à doper partiellement le marché immobilier et de la construction.

Cette crise n'aura pas de conséquences significatives sur la population marocaine qui vit généralement dans une autre économie autre que celle des milliardaires de la bourse et de l'immobilier.

Autrement dit, un tremblement de terre comme celui d'Al Hoceima ou des inondations comme celles qui ont frappé récemment de nombreuses régions du pays affectent plus la population marocaine que l'effondrement ou la disparition de la bourse de Casablanca ou de certaines banques.

Hatimi